

SDEG 16

308, rue de Basseau
16021 ANGOULEME Cedex
Téléphone : 05 45 67 35 00
Télécopie : 05 45 67 35 20
E-mail : sdeg16@sdeg16.fr
Site internet : www.sdeg16.fr



**Syndicat Départemental d'Electricité et de Gaz
de la Charente**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
n° 2021011BS0104**

Réunion du Bureau Syndical du 11 janvier 2021

**Date de convocation : 23 décembre 2020
Date d'affichage : 9 janvier 2021**

OBJET : Mise à disposition de terrain pour poste de transformation.

L'an deux mille vingt-et-un, le onze du mois de janvier à 14 heures 30, le Bureau Syndical s'est réuni au siège du SDEG 16, sous la présidence de Monsieur Jean-Michel BOLVIN, Président.

Nombre total de membres :	23
Quorum :	12
Nombre de présents au moment du vote :	15
Nombre de procuration au moment du vote :	2

Le Président

Expose :

- Que dans le cadre de ses travaux, le SDEG 16 a obtenu l'accord pour une mise à disposition d'un terrain afin d'y édifier un poste de transformation en cabine.
- Que le dossier concerné est le suivant :

Communes	Lieux dits	Nom du poste	Parcelles	Surfaces en m ²	Prix au m ² en €	Propriétaires
VAL DE BONNIEURE	Saint Angeau-La Barraude	Moulin de Rochelot	A 412	16,34	mise à disposition	Commune de VAL DE BONNIEURE

Propose :

- D'autoriser le Président, au nom du SDEG 16, à procéder à cette mise à disposition du terrain précité.

Précise :

- Qu'en application de l'article 17.5 des statuts du SDEG 16 et de la délibération n°2020279CS0204 du Comité Syndical du 5 octobre 2020 lui donnant délégation, il appartient au Bureau Syndical d'en débattre, d'en délibérer et d'autoriser cette acquisition.

Après en avoir débattu et délibéré, le Bureau Syndical, à l'unanimité :

- **Confirme** que ce projet exécuté par le SDEG 16 est d'utilité publique.
- **Autorise** le Président, au nom du SDEG 16, à procéder à la mise à disposition du terrain précité.
- **Donne pouvoir** au Président pour prendre toutes les décisions, accomplir toutes les formalités et signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

En application des articles L. 5721-4 et L. 3131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le présent acte est exécutoire de plein droit dès qu'il a été procédé à sa publication « ou affichage » et de sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif Poitiers, 15 rue Blossac - CS 80541 86020 Poitiers Cedex, ou par l'application Télérecours Citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr. Un recours administratif préalable peut être exercé dans le même délai.